Les métamorphoses des entreprises rurales

De la fin des années 1970 à nos jours, ces entreprises déterminantes dans l'industrialisation des campagnes chinoises, n'ont cessé de s'adapter à un environnement institutionnel mouvant

Wei Zou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/176>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2003

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Wei Zou, « Les métamorphoses des entreprises rurales », *Perspectives chinoises* [En ligne], 79 | septembre-octobre 2003, mis en ligne le 20 août 2006, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/176>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Les métamorphoses des entreprises rurales

De la fin des années 1970 à nos jours, ces entreprises déterminantes dans l'industrialisation des campagnes chinoises, n'ont cessé de s'adapter à un environnement institutionnel mouvant

Wei Zou

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Raphaël Jacquet

- 1 Dans cet article¹, nous nous proposons d'étudier sous un angle institutionnel l'émergence et le développement des entreprises de bourgs et de cantons (EBC, *xiangzhen qiye*), également appelées « entreprises rurales »². Pourquoi sont-elles apparues dans un contexte politique et économique apparemment défavorable ? Qu'est-ce qui peut expliquer leurs excellentes performances depuis vingt ans ? Quel rôle le gouvernement central et les gouvernements locaux ont-ils joué dans le développement de ces entreprises ? S'agit-il d'un phénomène spécifique à la Chine ou, au contraire, d'un modèle applicable à d'autres pays en voie de développement ?
- 2 L'émergence des EBC n'a pas été un changement piloté par le gouvernement central, mais une innovation institutionnelle venue « du bas ». Aussi, plutôt que de considérer les EBC comme une création institutionnelle, nous les envisagerons comme une innovation résultant de leur environnement. Le caractère endogène de cette innovation a non seulement été un facteur déterminant dans le développement des EBC, mais se présente aujourd'hui aussi comme une alternative de l'industrialisation rurale.
- 3 Depuis une vingtaine d'années, la Chine rurale a connu, grâce au développement des EBC, une industrialisation sans précédent. Bien que certaines autres économies, comme celle de Taiwan, aient suivi une voie similaire, les EBC chinoises restent inégalées tant par leur taux de croissance que par leur envergure. Les statistiques officielles indiquent que, pour

la période 1978-1994, le taux de croissance annuel moyen de la production industrielle rurale était d'environ 27 %, soit près de trois fois le taux de croissance du produit national brut (PNB) de la Chine. L'industrie rurale a dépassé l'agriculture en taille en 1987 et, depuis, représente à elle seule la moitié de l'économie de la Chine. De 1986 à 1998, les capitaux investis dans les EBC ont en moyenne décuplé et leur taux de croissance annuel moyen était d'environ 25 % (voir graphiques 1 à 5).

- 4 L'ampleur et les résultats exceptionnels des EBC chinoises n'ont pas manqué d'attirer l'attention de la communauté universitaire internationale. La nouvelle théorie de la croissance a mis l'accent sur les externalités positives engendrées par l'accumulation du savoir, le capital humain et le capital social, qui permettent une croissance durable³. Les partisans de la théorie culturaliste ont, quant à eux, mis en avant la « culture de coopérative » et le rôle des villages chinois dans le développement des EBC⁴. D'autres ont été tellement impressionnés par la transformation des firmes publiques détenues par les gouvernements locaux qu'ils ont considéré la propriété publique des EBC comme un choix optimal de la part des paysans⁵. Enfin, une autre théorie explique le succès des EBC du point de vue de l'avantage comparatif⁶. Bien que ces différentes approches contribuent à expliquer le succès qu'ont connu les EBC dans les années 1980, elles n'analysent ni la nature ni la transformation de l'environnement institutionnel qui a permis leur succès. Elles ne fournissent pas non plus d'éléments qui permettraient d'appréhender l'avenir des EBC.
- 5 En Europe de l'Est, la privatisation a été brutale ; du jour au lendemain, les nouvelles entreprises privées ont dû fonctionner sans intervention directe du gouvernement. En Chine, les choses se sont passées différemment. Les EBC n'appartenaient pas à l'Etat et n'étaient pas non plus des entreprises privées, mais elles entretenaient un lien naturel avec les gouvernements locaux. Beaucoup estiment que les EBC ont bénéficié de divers facteurs (régime de propriété mal défini, paternalisme des fonctionnaires locaux) et que cette expérience est trop spécifique à la Chine pour être considérée comme un modèle pour l'industrialisation rurale. De plus, le ralentissement de la croissance des EBC depuis 1990 ne fait que conforter les pessimistes dans leur opinion. Et comme le caractère de modèle des EBC est mis en doute, le dynamisme de ces entreprises est souvent peu mentionné. Cet article se propose de retracer la chronologie de l'innovation institutionnelle endogène que constituent les EBC.
- 6 Dans un premier temps, nous décrirons l'environnement institutionnel de la Chine rurale, afin d'expliquer l'émergence des EBC à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Nous nous pencherons ensuite sur la décennie 1980, période de prospérité pour les EBC, et nous analyserons le régime de propriété de ces entreprises. Les questions au cœur de cette étude sont le rôle des gouvernements locaux, la nature de la propriété collective et l'influence de ces deux éléments sur les performances des entreprises. Ensuite, nous nous pencherons sur la réorganisation, la restructuration et la privatisation des EBC depuis 1990. Enfin, nous reviendrons sur l'ensemble des changements institutionnels au cours des trois dernières décennies. Nous tenterons alors une généralisation de l'expérience des EBC qui pourrait constituer une approche alternative en matière d'industrialisation rurale.
- 7 Une institution est un ensemble de règles qui organisent les comportements sociaux, politiques et économiques et qui régissent les interactions sociales⁷. Il nous faut toutefois dissocier l'environnement institutionnel, c'est-à-dire l'ensemble des fondements légaux, sociaux et politiques qui établissent les conditions dans lesquelles les gens coopèrent ou

rivalisent entre eux⁸ des dispositions institutionnelles. La plupart des gens ne font pas de distinction entre ces deux catégories et considèrent le changement institutionnel comme une variable exogène. D'autres se concentrent sur certaines dispositions institutionnelles, comme par exemple la propriété, tout en considérant l'environnement institutionnel comme immuable⁹. Mais dans une économie en voie de développement, l'environnement institutionnel et les dispositions institutionnelles comportent de nombreuses lacunes et doivent être réformés. Dans un premier temps, nous présenterons succinctement l'environnement institutionnel dans la Chine rurale d'avant les réformes pour expliquer les raisons de l'émergence des EBC à cette époque et leur impact.

1. Nombre d'entreprises de bourgs et de cantons (EBC), en millions

Sources : China Statistical Yearbook, 1997, 1998. The Yearbook of Chinese Township and Village Enterprises, 1995, 1996, 1997, 1998. China Economic Yearbook, 1997, 1998

- 8 Tout au long de son histoire, la Chine a eu une économie rurale extrêmement diversifiée et relativement isolée. Avant 1949, la production des ateliers d'artisanat et d'autres petites structures privées se montait à environ 1,16 milliard de yuan (prix de 1957)¹⁰ ; mais ce chiffre est peu représentatif car le pays sortait d'une longue guerre civile. Les ateliers étaient alors tous entièrement privés. Mais ce développement naturel du capitalisme rural fut interrompu et la Chine rurale connut deux grandes campagnes d'industrialisation conduites à l'échelle nationale.
- 9 La première introduisit les coopératives rurales dans les années 1950. En raison de l'idéal collectiviste et des incertitudes politiques, peu ont osé former des coopératives artisanales. En 1957, la valeur de la production secondaire ne représentait que 4,3% de l'ensemble de la production rurale. L'industrie rurale était sur le point de disparaître. Désireux de lutter contre la pauvreté et l'arriération des campagnes chinoises, le gouvernement central décida d'aller plus loin dans sa politique d'industrialisation. Pendant la période du Grand Bond en avant (1957-59), fidèle à sa stratégie de développement de l'industrie lourde, le gouvernement mit en place les entreprises de communes et de brigades (*shedui qiye*) qui se consacraient pour la plupart à la production d'acier avec une technologie très rudimentaire. Ces entreprises employaient 18 millions de personnes à la fin de 1958. Mais cette politique fut un échec total et provoqua une forte pénurie de produits alimentaires et une famine dans tout le pays. Les années suivantes, la valeur productive des entreprises de communes et de brigades chuta ; en 1963, elle se montait à 410 millions de yuan (prix de 1957), soit 35 % du niveau de 1949. Les six années suivantes, le développement de l'industrie rurale stagna. Les entreprises privées auraient

été adaptées à l'arriération de la Chine rurale et auraient permis de réaliser des économies sur les coûts de transactions, mais le coût politique était beaucoup trop élevé. L'industrialisation dans le cadre communiste était, elle, vouée à l'échec : même si le coût politique était peu élevé, la pauvreté des campagnes et l'immobilité des ressources auraient difficilement permis une industrialisation à grande échelle.

- 10 La seconde période d'industrialisation eut lieu au début des années 1970, lorsque le gouvernement central décida de mettre l'accent sur la mécanisation de l'agriculture. La tendance était alors à la décentralisation de la planification économique et à la promotion de l'autosuffisance. De nombreuses zones rurales tentèrent de mettre en place des entreprises de communes et de brigades destinées à la fabrication d'outillage agricole, à la réparation d'outils, à l'approvisionnement en énergie hydroélectrique ou en matériaux de construction. Les entreprises de communes et de brigades, bien que limitées en termes de technologie, de taille et de méthodes de gestion, virent leur production croître à un taux moyen de 25,7 % entre 1972 et 1976¹¹. Fondamentalement, ces entreprises étaient adaptées au régime de propriété communiste et économiquement viables en raison de leur petite taille, de leur technologie rudimentaire et de leur ancrage dans l'économie locale. En 1978, la valeur de la production des entreprises de communes et de brigades ne représentait que 21,2 % de la production rurale, et ces entreprises n'employaient que 9,5 % de la main-d'œuvre rurale. Ces entreprises étaient davantage orientées vers la modernisation de l'agriculture que vers l'absorption de la main-d'œuvre rurale ; elles accordaient plus d'importance aux impératifs politiques qu'aux nécessités économiques.

2. Main-d'œuvre employée par les EBC

Sources : China Statistical Yearbook, 1997, 1998. The Yearbook of Chinese Township and Village Enterprises, 1995, 1996 1997, 1998. China Economic Yearbook, 1997, 1998

- 11 Contrairement à ces entreprises fruits d'une décision de l'Etat, l'émergence des EBC n'a été ni décidée ni guidée par l'Etat. Les paysans ont profité de plusieurs facteurs pour orienter progressivement leurs ressources vers l'industrie rurale : terrains et main-d'œuvre bon marché, levée de capitaux semi-formelle ou informelle, autorité exercée par la hiérarchie rurale en place ou à travers les liens de parenté, marché local et bas coûts de transactions, non interférence du gouvernement central, contrôle réduit de la disparité des revenus depuis l'adoption du système de responsabilité familiale.

- 12 Les EBC apparurent d'abord spontanément dans les régions côtières relativement riches en ressources, notamment le delta du Yangzi et le delta de la rivière des Perles, puis gagnèrent progressivement les régions intérieures, plus isolées. Elles présentaient une extrême diversité, en raison de différents facteurs économiques et institutionnels (proximité des marchés et de l'industrie urbaine, persistance de traditions commerciales et industrielles d'avant 1949, impératifs de livraison de céréales et d'autres récoltes dictés par la planification agricole et degré d'industrialisation rurale avant les réformes).
- 13 La relation étroite entre les gouvernements locaux et les EBC est depuis longtemps identifiée comme une caractéristique centrale. Pour cette raison, elle a fait l'objet de nombreuses études et reste un sujet controversé. Pour certains, les EBC ne sont qu'un bricolage plus ou moins efficace, une simple étape vers la véritable propriété privée¹². D'autres ont une approche plus positive, même si leurs arguments diffèrent. D'aucuns interprètent l'implication des gouvernements locaux comme une volonté du gouvernement central de coordonner l'économie de marché décentralisée grâce à un système politique relativement centralisé¹³. D'autres expliquent l'existence de ces entreprises collectives en Chine rurale par des arguments culturels¹⁴. D'autres encore justifient le maintien de la mainmise du gouvernement au niveau local par l'imperfection du marché et des informations, et par le caractère progressif de la réforme en Chine¹⁵. D'autres, enfin, considèrent les EBC comme des entreprises conjointes informelles entre l'Etat et le secteur privé¹⁶.
- 14 Les détracteurs des EBC accordent trop d'attention aux tensions, voire aux contradictions, entre gouvernements locaux et EBC ; en effet, les mariages entre les deux n'ont pas toujours été forcés. Les défenseurs des EBC ont raison de se placer dans une perspective plus ou moins institutionnelle. Néanmoins, les dispositions institutionnelles et l'environnement institutionnel sont toujours perçus comme des variables statiques ou exogènes. Nous analyserons la nature des EBC et leur dynamisme depuis leur émergence jusqu'à aujourd'hui pour faire la lumière sur la manière dont le système de propriété des EBC s'est modifié en fonction de l'environnement institutionnel.
- 15 De 1978 à 1984, la propriété collective dominait dans tout le pays. En 1984, le système collectif représentait toujours 67,4 % de l'emploi des EBC et 85,63 % de leur production. La propriété collective, dans le cadre des EBC, présentait les caractéristiques suivantes :
- 1. La communauté détenait les facteurs de production (terrains, main-d'œuvre, capitaux et matières premières). En d'autres termes, chaque membre de la communauté possédait une part égale de ces facteurs de production et personne n'en était propriétaire à cent pour cent.
 - 2. Les facteurs de production ne pouvaient être déplacés d'une communauté à une autre. L'accumulation et la levée de capitaux étaient réalisées par les gouvernements locaux et se limitaient au bourg ou au canton.
 - 3. Les membres de la communauté ne pouvaient pas transmettre leurs droits de propriété sur les EBC.
 - 4. Les membres de la communauté étaient récompensés sous forme de salaires ou de services publics fournis par les gouvernements locaux. Les profits des EBC étaient entièrement contrôlés par les gouvernements locaux.
 - 5. Même si les chefs de gouvernements locaux exerçaient leur influence en matière de production, de gestion et de distribution, ils considéraient les EBC collectives comme un bien public.
- 16 La structure des droits de propriété des EBC était incomplète. Les droits de propriété n'étaient ni exclusifs (caractéristiques 1 et 2) ni transmissibles (caractéristique 3). Il n'y

avait pas non plus d'entité spécifique responsable en dernier recours (caractéristiques 4 et 5). En tant que propriété publique, les EBC collectives étaient à la communauté rurale locale ce que les entreprises d'Etat étaient au peuple chinois. On pouvait alors facilement prévoir que les EBC, à l'instar des entreprises d'Etat, allaient pâtir du flou de leur structure de propriété. Pourtant, les EBC se sont beaucoup mieux portées que l'on pouvait s'y attendre. Leur succès est même un défi à la théorie des droits de propriété, dans le contexte d'une économie développée. Or, les dispositions de propriété dans les EBC n'étaient que le reflet de l'environnement institutionnel dont elles étaient issues.

- 17 Premièrement, l'allocation des facteurs de production était dominée par le système de la planification qui favorisait nettement les entreprises collectives. Il fallut attendre longtemps avant que les prix de la plupart des produits soient libéralisés. Les principales matières premières (acier, charbon, bois, etc.) étaient strictement contrôlées et même rationnées en raison de fortes pénuries. En 1981, 53 % de la production de charbon et 52 % de la production d'acier faisaient l'objet d'un rationnement. Deux ans plus tard, ces pourcentages étaient toujours de 51 % et 58 % respectivement¹⁷. Dans les régions rurales, les gouvernements locaux avaient le privilège d'allouer les matières premières nécessaires à la création des EBC. Par ailleurs, la plupart de ces entreprises ont débuté comme des industries ayant pour intrants des produits agricoles tels que le grain, le coton et l'huile. Mais comme la plupart des produits agricoles circulaient à l'intérieur du système planifié, il était courant qu'une entreprise privée doive payer le double du prix acquitté par les entreprises collectives pour se procurer des intrants auprès des unités d'Etat ou des coopératives de distribution. Dans certains cas, il était pratiquement impossible d'obtenir des intrants rationnés comme le ciment ou le bois sans avoir recours à la corruption. C'est pourquoi les ruraux ont généralement compris qu'il était préférable de placer leur entreprise sous contrôle collectif, plutôt que de payer des pots-de-vin aux fonctionnaires locaux.
- 18 Les EBC collectives jouissaient d'un meilleur accès à la terre, ressource très précieuse dans les zones rurales où le ratio main-d'œuvre/terres était très élevé. Le manque de terres et la compétition pour les obtenir n'ont fait que s'accroître avec la création de villes de petite et moyenne taille et l'arrivée des EBC. Les gouvernements locaux avaient tendance à accorder les terrains aux EBC collectives puisqu'elles étaient elles-mêmes considérées comme des biens collectifs. Dans certains endroits disposant de peu de terres, cette situation a donné lieu à toutes sortes d'abus. Dans la mesure où les terres étaient allouées par l'Etat, certains bureaux locaux spécialisés et certaines EBC collectives considéraient que ces terres leur appartenaient. Ils acquéraient souvent plus de terres qu'il ne leur en fallait, quitte à les laisser à l'abandon. De ce fait, la pénurie de terres s'aggrava et les entreprises privées éprouvèrent encore plus de difficultés à trouver des terrains.
- 19 En outre, les EBC collectives bénéficiaient de taux d'intérêts avantageux pour leurs emprunts. Le manque de capitaux et le sous-développement du système rural de financement constituaient de sérieux problèmes. Dans la mesure où les coopératives rurales de crédit étaient depuis longtemps régies par le Plan, elles entretenaient des relations étroites avec les gouvernements locaux, mais moins étroites avec les paysans. Le volume des fonds de prêt était très limité et le ratio prêt/dépôt très faible. Les taux d'intérêts n'étaient pas flexibles et étaient mal adaptés à un environnement concurrentiel. Les coopératives rurales de crédit semblaient se situer à mi-chemin entre les systèmes financiers formel et informel. Elles étaient formelles puisqu'elles étaient

placées sous le contrôle de la Banque agricole de Chine, spécialisée dans la promotion du développement rural ; mais aussi informelles parce qu'elles se trouvaient manipulées par les gouvernements locaux pour leur permettre d'exercer leur pouvoir sur les EBC, sans véritable comptabilité. Si les coopératives rurales de crédit ont accordé davantage de prêts aux EBC collectives qu'aux entreprises privées, c'est bien évidemment suite à des directives officielles, et non parce que les EBC collectives étaient plus efficaces ni parce que les banques locales estimaient que les gouvernements locaux étaient plus compétents en matière d'évaluation de risques.

- 20 Deuxièmement, l'intervention des fonctionnaires locaux dans les activités économiques n'était pas un phénomène nouveau. Ces derniers comptaient utiliser leur position pour en tirer des bénéfices non seulement économiques mais aussi politiques. Les résultats économiques ont toujours été un des critères les plus importants pour l'avancement d'un fonctionnaire, à tous les niveaux. Les fréquents mouvements politiques anti-droitiers ont appris aux représentants locaux qu'il valait mieux donner une « apparence gauchiste » aux activités économiques. Par ailleurs, s'inspirant du contrôle du gouvernement central sur les entreprises d'Etat, les fonctionnaires locaux avaient tendance à considérer la propriété collective des EBC comme quelque chose qui allait de soi. Cette situation créa un environnement où les EBC avaient des difficultés à se développer si elles n'étaient pas détenues et gérées par les gouvernements locaux, ou au moins intimement liées à eux.

3. L'importance grandissante des EBC dans la production rurale

Sources : China Statistical Yearbook, 1997, 1998. The Yearbook of Chinese Township and Village Enterprises, 1995, 1996, 1997, 1998. China Economic Yearbook, 1997, 1998

- 21 En 1978, la Chine comptait 1,5 million d'entreprises de communes et de brigades qui employaient 28 millions de personnes et enregistraient un revenu brut de 43 milliards de yuan¹⁸. Ces entreprises étaient directement sous le contrôle des gouvernements locaux et furent renommées « entreprises de bourgs et de cantons » en 1984. A cette date, la bureaucratie rurale d'avant les réformes était restée largement intacte en dépit d'une réforme institutionnelle qui avait mené à l'abolition du système des communes populaires, mais qui continuait de garantir aux gouvernements locaux un fort contrôle sur les activités économiques, y compris celles des EBC. Le gouvernement nouvellement mis en place au niveau du bourg (chef-lieu de canton) — le plus bas niveau de la structure formelle de l'Etat — reflétait les changements organisationnels significatifs qui traduisaient la nouvelle importance accordée à la coordination du marché. Toutefois, il restait toujours difficile de dissocier les liens entre les gouvernements de bourgs et les nouvelles sociétés qui étaient censées gérer les entreprises. Très souvent, les cadres les

plus influents dans les gouvernements de bourgs occupaient également des postes importants dans ces sociétés. De même, de nombreux cadres de l'administration des anciennes communes gardaient un rôle important dans les nouveaux gouvernements de bourgs. Ils contrôlaient les coopératives rurales de crédit, mobilisaient les ressources, décidaient de l'attribution des terres et géraient les activités économiques d'une manière autoritaire. Ainsi, au niveau du bourg ou de la municipalité, la quasi totalité des EBC de grande taille émanait d'anciennes entreprises de communes et de brigades.

4. L'importance grandissante des EBC dans la production industrielle chinoise

Sources : China Statistical Yearbook, 1997, 1998. The Yearbook of Chinese Township and Village Enterprises, 1995, 1996 1997, 1998. China Economic Yearbook, 1997, 1998

5. Contribution des EBC au revenu rural par habitant

Sources : China Statistical Yearbook, 1997, 1998. The Yearbook of Chinese Township and Village Enterprises, 1995, 1996 1997, 1998. China Economic Yearbook, 1997, 1998

- 22 Au niveau du village, les réformes institutionnelles — notamment le système de responsabilité familiale — eurent un impact plus significatif. Les cadres des villages avaient peu de contrôle direct sur la gestion des activités économiques depuis que les entreprises collectives avaient été louées à des entités privées, les équipements vendus et les terres attribuées à des foyers individuels. Néanmoins, ils continuaient à exercer leur influence sur l'économie en négociant les contrats et les baux, et en jouant le rôle d'intermédiaires et de courtiers dans les transactions économiques au niveau local. Malgré cela, le pouvoir des cadres avait considérablement diminué, ce qui permit aux

entreprises privées (employant en général moins de cinq salariés) de faire leur apparition au niveau du village.

- 23 Troisièmement, l'environnement organisationnel était favorable au maintien du contrôle des gouvernements locaux sur les EBC. Le système juridique en Chine était encore très imparfait. Des lois différentes s'appliquaient aux divers types d'entreprises et il n'y eut pas de loi spécifique relative aux EBC avant 1997.
- 24 Les EBC étaient autrefois perçues comme complémentaires à l'agriculture, mais la structure administrative qui les supervisait était plutôt floue. Contrairement aux autres secteurs industriels qui étaient définis par type de produits, les EBC comprenaient toutes sortes d'usines, d'entreprises, de boutiques et d'hôtels situés en zone rurale. La production des EBC était très diversifiée. Pour cette raison, ces entreprises dépendaient d'administrations distinctes. L'Administration des entreprises de cantons, mise en place en 1979 sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, était censée être la structure bureaucratique la plus élevée supervisant les industries rurales, mais plusieurs autres ministères et commissions comportaient également un bureau dédié à l'industrie rurale. Dans la mesure où la production industrielle rurale recouvrait plusieurs lignes de produits et, pour cette raison, concurrençait les produits de nombreux ministères, ces derniers durent mettre en place des mécanismes de coordination. Au niveau provincial, la situation était comparable ; ce chevauchement de bureaucraties se traduisit par une supervision peu efficace, laissant de fait le contrôle direct aux gouvernements locaux.
- 25 Par exemple, les coopératives de distribution au niveau du district qui, jusqu'au milieu des années 1980, détenaient le monopole de l'achat et de la vente de la plus grande partie des intrants et des produits agricoles, contrôlaient un grand nombre d'entreprises rurales. Dans le district de Wujiang de la municipalité de Suzhou¹⁹, les coopératives de distribution possédaient 42 usines et employaient huit mille ouvriers. Le district de Zouping (province du Shandong) comptait 26 entreprises collectives placées sous le contrôle du district. Parmi elles, 11 appartenaient aux coopératives de distribution²⁰.
- 26 La principale raison de l'intervention du gouvernement était que les EBC étaient devenues la première source de revenus des gouvernements locaux. Après l'introduction du système de responsabilité familiale, à chaque niveau de gouvernement local, les fonctionnaires s'arrangeaient avec leurs supérieurs immédiats pour leur remettre une somme fixe et empocher la différence. En conséquence, les gouvernements locaux utilisaient toutes les méthodes possibles, y compris des méthodes illégales, pour promouvoir l'industrie rurale tout en soutirant ce qu'ils pouvaient pour arrondir leur budget.
- 27 Quatrièmement, l'environnement politique était propice à une expérimentation dans les zones rurales. Le gouvernement central confronté à une pauvreté endémique et à des inégalités de plus en plus marquées entre les villes et les campagnes, commença à accorder une plus grande attention aux plaintes des paysans et à leur désir de décollectivisation. On peut donc considérer que la recherche d'intérêts privés de la part des paysans était plus la cause que la conséquence de la réforme. L'abandon de l'agriculture collective, d'abord clandestinement puis de plus en plus ouvertement, mit le gouvernement devant un fait accompli. Mais les paysans étaient aussi conscients qu'ils ne pourraient atteindre la prospérité si leur attitude contredisait les exigences politiques. L'expérience du système de responsabilité familiale leur avait appris que les autorités locales pouvaient se montrer sélectives s'agissant de la mise en œuvre des politiques du

gouvernement central. Ainsi, la connivence et la complicité de cadres locaux bien disposés permirent aux EBC de survivre avant qu'elles n'obtiennent d'autorisation officielle.

- 28 Il y eut également un rapide changement de climat politique au niveau central, caractérisé notamment par une tolérance des expérimentations, comme le suggère le slogan de l'époque « rechercher la vérité dans les faits » (*shishi qishi*). Entre 1979 et 1984, malgré l'absence de toute autorisation, les entreprises rurales virent leur nombre et la valeur de leur production quadrupler, et leur main-d'œuvre doubler. Le gouvernement fut si impressionné par ces résultats qu'il finit par exprimer son soutien à ces entreprises. En 1984, celles-ci reçurent le nom officiel de *xiangzhen qiye*. Le pouvoir encouragea alors les paysans à trouver eux-mêmes leur voie vers la prospérité, notamment par le biais des EBC.
- 29 Ainsi, les EBC sont-elles apparues avant l'existence d'un cadre institutionnel et sont restées, pendant toute cette première période, plus ou moins confinées dans la clandestinité. Enracinées dans l'environnement institutionnel d'avant les réformes, elles ont profité de la marge de manœuvre qu'offraient les incohérences du système administratif. Pour survivre, il leur fallait faire preuve de capacités de gestion pour organiser la production, mais aussi d'une capacité à obtenir des ressources, c'est-à-dire d'une aptitude à opérer dans un système d'allocation échappant au marché, à obtenir des traitements de faveur et à résoudre au moindre coût les conflits avec d'autres unités de production par des méthodes économiques et non économiques.
- 30 Pendant cette période, la capacité de gestion était d'une importance secondaire, puisque la concurrence entre les entreprises d'Etat et les EBC était limitée du fait de l'immobilité des facteurs de production et de la pénurie de produits de consommation. En revanche, la capacité à mobiliser des ressources était beaucoup plus déterminante du fait de l'absence de marché. Les gérants des EBC devaient se tourner vers les bureaucrates plutôt que vers le marché pour obtenir facteurs de production, prêts, licences, etc. La plupart des activités de production et des transactions reposaient sur les personnes, et l'obtention de matériaux rares était un privilège. La rédaction de contrats était coûteuse et ces derniers étaient difficiles à appliquer parce que la réglementation des affaires était soit imprécise soit simplement inapplicable. Il était donc essentiel pour les EBC de tirer profit des ressources administratives existantes et du contrôle direct des gouvernements locaux pour réduire les coûts de gestion et de transaction.
- 31 Cette deuxième période se caractérise par une diminution de la part de la propriété collective et par l'apparition de nouvelles formes de propriété, notamment le développement d'entreprises privées. En 1984, 72,7 % des EBC étaient soit des coopératives paysannes (*gufen hezuo danwei*) soit des entreprises privées (*siying qiye*), et produisaient 16 % de la production totale en valeur des EBC²¹. En 1985, la proportion d'entreprises rurales non collectives atteignit 87,1 %. Leur contribution à la production des EBC atteignit 27,1% (voir graphiques 6 et 7). La diversification des formes de propriété était aussi une conséquence endogène du nouvel environnement institutionnel.

6. Les EBC privées

Sources : China Statistical Yearbook, 1997. The Yearbook of Chinese Township and Village Enterprises, 1995, 1998. China Economic Yearbook, 1998.

- 32 Le développement de l'agriculture s'était ralenti, avec une baisse des rendements agricoles. En 1984, pour la première fois depuis 1978, la production de céréales diminua puis stagna jusqu'en 1989. La réforme du système de responsabilité familiale avait fini de faire sentir ses effets. De même, les investissements agricoles de toutes sortes étaient en baisse, ce qui explique par exemple la diminution des surfaces irriguées. Le revenu rural par habitant, qui avait plus que doublé entre 1978 et 1984, demeura plus ou moins stable en termes réels pendant le restant des années 1980. Cette situation s'explique notamment par la décision prise par l'Etat en 1985 de baisser le prix d'achat des céréales, afin de diminuer le coût de leur achat hors quotas et de réduire les subventions à la consommation urbaine, tout en maintenant le prix des intrants industriels à un niveau élevé.
- 33 Ce changement eut une double conséquence. L'agriculture ne pouvait plus servir de support au développement des EBC, ni en termes de production, ni en termes d'accumulation de capitaux. Un nombre croissant de paysans étaient contraints d'abandonner leur activité agricole à cause de la disparité croissante entre ceux dont les revenus provenaient largement d'activités non agricoles et les paysans ordinaires. Le revenu rural dans les provinces côtières, où se concentrait la majorité des EBC, avait augmenté beaucoup plus rapidement que dans les provinces du centre et de l'ouest du pays. Face à ces inégalités, les paysans se plaignaient que l'agriculture ne rapportait pas. Les gouvernements locaux essayèrent d'utiliser les fonds d'approvisionnement à des fins plus lucratives (par exemple en se procurant du fuel et en le revendant au prix du marché), ce qui aboutit à l'émission massive de reconnaissances de dettes (*bai tiao*) et ne fit que pénaliser encore plus les paysans.
- 34 Le climat politique changea et devint favorable aux EBC. La politique économique du gouvernement central peut être résumée par plusieurs slogans. *Premièrement*, « mieux contrôler en contrôlant moins ». La décentralisation du système fiscal et de la gestion du personnel avait pour objectif d'accroître les responsabilités et de stimuler les cadres, mais

il encouragea également ces derniers à faire du zèle auprès de leurs supérieurs immédiats et à se montrer très entreprenants dans la collecte des impôts. *Deuxièmement*, « Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape des souris ». Ces paroles de Deng autorisaient indirectement la diversité des structures de propriété, et, pour les cadres des plus bas niveaux, elles signifiaient : « Qu'importe qu'une entreprise soit collective ou privée, pourvu qu'elle contribue au revenu ». *Troisièmement*, « Il faut permettre à une partie des gens de s'enrichir d'abord ». La Chine rurale est profondément confucianiste et possède une longue tradition de distribution équitable des revenus. La population ne pouvait plus supporter l'accroissement de la pauvreté, et le gouvernement dut consentir à un compromis. *Quatrièmement*, « attendre que les choses se passent ». Le gouvernement central avait tendance à soutenir les entreprises privées. Même s'il existait des lois visant à limiter leur taille, le gouvernement n'a pas immédiatement arrêté ni sanctionné ceux qui contrevenaient à ces lois. En 1988, un amendement constitutionnel fut rédigé conférant, pour la première fois depuis les années 1950, un statut légal aux propriétaires d'entreprises.

- 35 Les profits et les revenus fiscaux de l'industrie étaient à l'origine de la prospérité au niveau local. De l'industrie rurale provenaient des capitaux indispensables à la construction d'infrastructures qui permettaient de poursuivre l'industrialisation et d'attirer des investissements extérieurs, y compris étrangers. Conscients des récompenses qu'ils pourraient tirer du développement local, les cadres locaux étaient très motivés à l'idée d'obtenir des résultats impressionnants (*zheng ji*).
- 36 A cette époque, stimuler le développement économique était devenu la mission première de l'Etat et du Parti. A tous les niveaux, les représentants des gouvernements voulaient afficher des résultats. Pour financer leurs projets, ils n'avaient d'autre choix que d'exiger de leurs subordonnés un meilleur taux de croissance et une plus grande mobilisation de la population. Alors que la croissance économique s'emballait, les gouvernements locaux ont relâché la réglementation sur toutes les entreprises rurales, comme en témoigne le développement sans précédent des entreprises privées. En 1984, on comptait en Chine 4,2 millions d'entreprises rurales privées, soit 69,28 % de l'effectif total des EBC, mais elles ne représentaient que 23,54 % de la main-d'œuvre des EBC et 14,37% de leur production. Un an plus tard, le nombre d'entreprises rurales privées atteignit 10,37 millions (84,87 % de l'effectif total des EBC) ; elles employaient 38% de la main-d'œuvre rurale, et leur part dans la production des EBC avait augmenté de plus de 10 points (voir graphiques 6 et 7).
- 37 A cette époque, le régime de propriété des entreprises privées rurales n'était pas entièrement défini. Il existait alors cinq grands types de propriétaires et de gestionnaires des entreprises privées : des cadres locaux de bas niveau ou d'anciens cadres ; le personnel des EBC travaillant dans l'approvisionnement et la vente ; des salariés ayant des compétences techniques ; d'anciens employés des entreprises d'Etat ; et des paysans. Le succès des entreprises dépendait davantage de ces « personnes compétentes » que de la mobilisation d'autres facteurs tels que le capital ou la main-d'œuvre. Ces personnes, qui pourtant n'avaient reçu aucune formation en gestion, avaient un sens du marché et disposaient d'un accès facilité à des ressources rares dans le cadre du système de la planification. En général, les propriétaires d'entreprise familiales étaient responsables de leurs pertes et de leurs profits et, pour cette raison, étaient davantage motivés par l'accumulation et le développement. Il n'empêche que ces entreprises privées opéraient dans un environnement à la fois imprévisible et risqué.

- 38 Dans les zones où l'économie collective traditionnelle restait importante, les entreprises privées étaient victimes de ségrégation et de confiscations au profit des EBC collectives. Profitant de l'environnement politique, les gouvernements locaux ont utilisé puis écarté les entreprises privées pour des raisons non économiques. Ainsi, en 1985, lorsque les toutes nouvelles entreprises privées commencèrent à soustraire des affaires et de la main-d'œuvre aux entreprises appartenant au district ou au canton dans le district de Wuxi (province du Jiangsu), le gouvernement local prit des mesures répressives. Par exemple, les familles des ouvriers qualifiés qui avaient quitté des entreprises collectives pour aller travailler dans le privé se virent interdire tout accès à des emplois dans des EBC. Par ces méthodes, le gouvernement du district a peu à peu écarté la concurrence, ne permettant aux entreprises privées de subsister que dans les activités de services²².
- 39 Des droits de propriété mal définis et des marchés imparfaits sont des caractéristiques fréquentes des économies en transition ou en développement. Toutefois, la Chine affichait depuis longtemps une idéologie opposée au capitalisme et à la propriété privée. Le risque politique était réel jusque dans les années 1980. Par exemple, lors de la « campagne contre la pollution spirituelle » de 1983, lors de la « campagne contre la libéralisation bourgeoise » de 1987, et pendant les événements de Tiananmen en juin 1989, les entreprises étaient souvent l'objet d'attaques pour spéculation, profits excessifs, évasion fiscale, vente de contrefaçons, pornographie et autres « fléaux » de la société.
- 40 De nombreuses enquêtes²³ montrent la variété des attitudes des gouvernements locaux face aux différentes entreprises privées. Il existait trois types d'entreprises privées : les entreprises « gérées par plusieurs foyers » (*lianhu qiye*) ; les entreprises individuelles (*geti qiye*) ; et les grandes entreprises privées (*siying qiye*). Les premières bénéficiaient généralement du soutien des cadres qui pensaient qu'elles pouvaient enrichir le village et qu'elles étaient plus faciles à contrôler du fait de leur dépendance en matière d'accès aux matières premières et à d'autres approvisionnements. Les entreprises individuelles étaient également très soutenues car elles faisaient le plus souvent appel à des compétences techniques. En revanche, les grandes entreprises étaient plus controversées : d'une part, elles étaient en concurrence directe avec les entreprises d'Etat ; d'autre part, elles accentuaient l'inégalité de la distribution des revenus et généraient même des conflits sociaux dans les villages.
- 41 En dehors des moyens légaux mis à leur disposition pour freiner le développement de ces entreprises, les cadres employaient également d'autres moyens pour convertir les grandes entreprises privées en entreprises collectives, ou pour leur confisquer leur licence commerciale. Dans le district de Renshou (province du Sichuan), on donna l'ordre à un entrepreneur produisant des meubles en bambou pour l'exportation de convertir son usine en entreprise collective. Il refusa et menaça d'une action en justice. Après quelque temps, les deux parties trouvèrent un compromis : l'entrepreneur fut autorisé à garder son usine s'il mettait en place un programme de formation destiné aux techniciens des entreprises collectives. Un autre chef d'entreprise vécut une expérience similaire, mais il eut moins de chance. Le comité du village avait l'intention de reprendre sa filature de coton. Sa licence commerciale lui fut retirée sous prétexte d'une pénurie d'électricité. En réalité, une autre filature gérée par le village et utilisant la même d'énergie venait d'être construite à moins de 80 kilomètres...²⁴. Le gouvernement voulait simplement éliminer la concurrence de cette entreprise privée après avoir eu vent de sa réussite.
- 42 Il faut toutefois préciser que les foyers paysans avaient l'habitude de contourner les obstacles politiques et de consentir à des compromis pour protéger leurs intérêts. Ainsi,

la plupart des entreprises, même petites, ont survécu. Pour garantir leurs droits de propriété tant sur le plan économique que politique, elles ont spontanément freiné leur développement. Les plus grandes des entreprises privées ont pour la plupart adopté le nom de « coopératives » ou d'« entreprises collectives » pour brouiller les droits de propriété de leur entreprise face à l'instabilité politique, à l'absence d'Etat de droit et au désordre juridique. Il existait donc toute une variété d'aménagements en matière de droit de propriété dans les entreprises rurales privées, ce qui aida l'ensemble des entreprises privées à se frayer un chemin dans les dédales de la bureaucratie et de la transition.

- 43 Dans les années 1990, les EBC se sont trouvées dans une situation critique. Non seulement on leur reprochait d'accaparer les marchés des grandes entreprises d'Etat, de gaspiller les ressources, de fausser le marché par des activités de recherche de rente, mais elles souffraient également d'un ralentissement de la croissance. En 1999, le taux d'endettement moyen des EBC était de 65 %. A Wujin (province du Jiangsu), il était en moyenne de 75,36 % mais pouvait dans certains cas atteindre 95 %²⁵. Au début de 1993, le pourcentage des EBC déficitaires était de 3,84 % et environ trois millions d'entreprises durent fermer leurs portes. En 1994 et 1997, il était de 7,58 % et 15 % respectivement. Même dans les provinces abritant des EBC relativement développées, la situation était inquiétante puisque les provinces du Jiangsu et du Zhejiang enregistraient des taux d'entreprises déficitaires de 10 % et 13 % respectivement.

7. L'évolution de la production des EBC privées

Sources : China Statistical Yearbook, 1997. The Yearbook of Chinese Township and Village Enterprises, 1995, 1998. China Economic Yearbook, 1998.

- 44 Beaucoup d'observateurs estiment que les difficultés qu'ont rencontrées les EBC ont été provoquées par la crise financière qui frappa l'Asie de l'Est et par la chute des exportations qui s'ensuivit. Même si cette crise a eu un impact certain, notamment sur les zones côtières qui dépendaient davantage des exportations et des investissements étrangers, les signes d'un ralentissement étaient évidents dès 1993. La stagnation du marché intérieur a provoqué une accumulation des stocks dans les EBC qui n'a fait qu'accentuer le manque de fonds de roulement. Par ailleurs, l'inefficacité des entreprises d'Etat, le nombre croissants de licenciements et la hausse du chômage dans les villes ont rendu plus difficiles les migrations de main-d'œuvre des campagnes vers les villes.

- 45 La baisse des prix des produits agricoles et la chute continue des revenus ruraux laissaient peu de possibilité aux EBC pour lever des fonds et étendre leur marché au niveau rural. Les liens historiques qui liaient ces entreprises à la communauté locale restreignaient la mobilité, et la diffusion de l'information et des technologies, si bien qu'il y avait peu de différence dans les structures de production et les produits d'une communauté à l'autre.
- 46 Dans de nombreuses régions, l'innovation technologique stagnait depuis des années. La plupart des problèmes étaient dissimulés tant que le marché intérieur souffrait de pénuries et que la concurrence était faible. Mais dès que le marché intérieur est passé d'un « marché de vendeurs » à un « marché d'acheteurs », et que le système de rationnement a laissé place au marché pour l'allocation des ressources, les liens avec la communauté, qui étaient autrefois un atout, sont devenus un inconvénient, voire un handicap. La croissance extraordinaire des EBC, favorisée par l'environnement institutionnel de la transition, est devenue aujourd'hui une croissance ordinaire, avec toutes les difficultés que cela comporte.
- 47 Deux types d'EBC peuvent être identifiés : le « modèle de Sunan » et le « modèle de Wenzhou ». Le premier émane des anciennes entreprises de communes et de brigades. Les entreprises rattachées à ce modèle sont le plus souvent détenues par la communauté et gérées de manière autoritaire par des cadres détenant un fort pouvoir politique. La distribution des revenus est assez équitable. Ces entreprises sont situées dans des régions où l'économie planifiée était développée, comme le sud du Jiangsu (Sunan), d'où le nom donné à ce modèle. Le « modèle de Wenzhou » est apparu dans les années 1980. Il désigne essentiellement des entreprises de petite taille, détenues par les élites rurales, gérées d'une manière plus flexible afin de s'adapter aux besoins du marché. La plupart des ces entreprises sont situées dans les régions côtières du Sud-Est notamment à Wenzhou, dans la province du Zhejiang.
- 48 Au début des années 1990, les EBC collectives ne représentaient qu'environ 7% du nombre total des EBC, mais elles employaient 44% de la main-d'œuvre et représentaient 69% de leurs capitaux engagés. On les appelait généralement les « gros porteurs » de l'industrie rurale. Malgré leur petite envergure en termes d'emploi et de capitaux, les entreprises privées représentaient, en nombre, la majorité des EBC. Quel que soit leur groupe d'appartenance, toutes les EBC souffraient des mêmes symptômes :
- 1. Une capacité d'absorption de main-d'œuvre en déclin. De 1978 à 1984, l'élasticité de l'emploi par rapport à la production était de 0,57, mais ce chiffre chuta à 0,26 en 1993 puis à 0,15 en 1994. En 1997, la main-d'œuvre rurale absorbée par les EBC n'était que de 4 millions de personnes, contre 7,17 millions pour la période 1985-1990.
 - 2. Une partie des EBC souffrait également du « syndrome des entreprises d'Etat », c'est-à-dire d'une gestion peu rigoureuse et peu dynamique, d'une mauvaise définition des responsabilités, d'importantes charges sociales et d'une trop grande intervention du gouvernement.
 - 3. Une baisse de la compétitivité s'expliquant par l'instabilité des marchés, par une gestion de style « guérilla » et par la hausse du coût de la main-d'œuvre.
 - 4. Les conflits et les procès liés à la question de la propriété se sont multipliés, et la durée moyenne de vie des EBC a diminué.
- 49 La mauvaise définition du régime de propriété était pour beaucoup dans les difficultés qu'ont rencontrées les EBC. Dans les années 1990, les conflits qui opposaient les gouvernements locaux et les EBC sont devenus un véritable problème en Chine rurale. Ces

conflits portaient souvent sur le « fardeau fiscal » imposé aux EBC. La décentralisation fiscale avait donné des pouvoirs aux gouvernements locaux, mais pas de ressources financières. Les autorités locales n'hésitaient pas à ponctionner les paysans et les EBC les plus lucratives. Cette attitude revenait à « tuer la poule aux œufs d'or ». De nombreuses EBC, étouffées par la pression exercée par les gouvernements locaux, se trouvaient au bord de la faillite.

- 50 La prise de conscience de la crise et la recherche de profits ont respectivement poussé le « modèle de Sunan » et le « modèle de Wenzhou » à restructurer leur système de propriété et à réformer leur mode de gouvernance. Pour beaucoup de fonctionnaires locaux, cette restructuration du système de la propriété a été une « dégradation », en l'occurrence un passage de la propriété collective à la propriété privée. Dans le district de Wujin (province du Jiangsu), 73 % des EBC avaient opéré une restructuration en 1995 et 84,2% en 1996. Sur les 3 287 EBC que comptait la province, 58 avaient fusionné en groupes d'entreprises, 68 étaient devenues des coopératives par actions, 1 408 avaient été louées, 55 vendues aux enchères, 221 vendues et 638 hypothéquées. De tels chiffres sont la preuve d'un véritable mouvement de privatisation. Les deux modèles se sont donc transformés d'une manière spontanée et au même moment, si bien qu'il semble y avoir *convergence* entre eux.
- 51 La restructuration avait pour objectif de transformer les EBC collectives en sociétés par actions ou en coopératives par actions, et de les vendre entièrement ou en partie. En 1993-94, la plupart des gouvernements locaux ont opté pour la première solution, mais peu d'entre eux ont été capables de monter et de gérer de telles sociétés. Il existe en effet un grand nombre de « pseudo-sociétés par actions » qui ont les caractéristiques suivantes :
- 1. La plupart des EBC restructurées comptent peu d'actionnaires.
 - 2. La plupart des actionnaires sont de la même ville, du même village, voire de la même famille.
 - 3. Dans de nombreuses sociétés, les actionnaires détiennent un nombre égal d'actions ; dans d'autres, les patrons dominent tous les autres actionnaires.
 - 4. La plupart des actionnaires conservent leurs actions pendant qu'ils sont dans l'entreprise ; ils peuvent retirer leur investissement, mais ne peuvent pas transmettre leurs actions à d'autres personnes.
 - 5. Peu d'actionnaires accordent de l'importance à leur droit de participation ou de contrôle, et la plupart ne font pas la différence entre les principes de « une voix par action » et « une voix par personne ».
- 52 Alors que les EBC par actions sont supposées avoir le statut de personnes légales, elles portent encore les marques de leur ancrage rural pour ce qui concerne la recherche de fonds, l'emploi, la gestion et la distribution. Les efforts fournis pour transformer les EBC en entreprises par actions semble ne pas avoir eu le succès attendu.
- 53 Depuis 1995, la privatisation est un sujet brûlant pour les EBC. En effet, les avantages dont jouissaient les gouvernements ruraux en matière d'allocation de ressources ont été remis en question, érodés et secoués par la restructuration des entreprises. L'accélération des privatisations a aussi été rendue possible par la situation macroéconomique. De nombreuses entreprises de toutes sortes — privées, entreprises conjointes et coopératives — sont apparues et une réforme des entreprises d'Etat est en cours depuis 1984. Grâce à la commercialisation du système financier, de nouvelles institutions de crédit informelles et privées ont été mises en place. La réforme fiscale de 1994 a fait

perdre aux EBC collectives leurs avantages fiscaux. Elles sont devenues si importantes et leurs domaines d'activités si diversifiés qu'elles deviennent très coûteuses à contrôler pour les gouvernements locaux. Il faut dire que le retrait des gouvernements locaux de la propriété des EBC n'a pas été imposé par le gouvernement central, ni même exigé par les paysans, mais il a découlé d'un simple calcul des coûts et des profits. Les bénéfices tirés des EBC suffisaient à peine à couvrir les coûts. Même si les documents officiels stipulent que seules peuvent être vendues les EBC collectives qui sont trop petites, peu rentables ou inefficaces, la pratique montre que ce sont les plus grandes et les plus rentables qui sont vendues en premier. Les moins performantes sont bradées et vendues à leurs gestionnaires. Par ailleurs, la plupart des EBC qui ne s'avouaient pas privées, le sont devenues ouvertement.

- 54 Dans le contexte du mouvement de privatisation, de plus en plus d'EBC tentent de mettre en place des sociétés par actions, avec des droits de propriété clairement définis, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Généralement, les propriétaires sont très liés à la communauté locale et, hormis leurs intérêts financiers, ils poursuivent de nombreux autres objectifs : assurer un emploi et un avenir sûr aux membres de leur famille, améliorer leur propre statut social, etc. Dans la mesure où les droits de propriété et les récompenses financières ne sont pas garanties pour les entrepreneurs, ils cherchent, par tous les moyens légaux et illégaux, à s'enrichir et à profiter des lacunes du système de réglementation. Ils refusent de s'engager dans des projets qui nécessitent un investissement à long terme, et préfèrent dépenser leur argent dans la construction de maisons individuelles ou dans l'achat d'autres biens de luxe. Mais ils ne dépendent plus de l'aide des gouvernements locaux pour le financement ou la gestion de leur entreprise. Selon des statistiques officielles, de 1994 à 1998, les fonds propres des EBC ont augmenté de 17,85 % par an, et la part des actions dans la totalité du capital est passée de 36,02 % à 39,73 %. De plus en plus d'EBC sont cotées en Bourse et le transfert d'actions est aujourd'hui autorisé. Un nombre croissant d'EBC établissent une différence entre propriété et gestion, formalisant ainsi des activités telles que la prise de décision, la comptabilité et l'audit. Une nouvelle génération d'EBC s'apprête à concurrencer les entreprises d'Etat et les sociétés étrangères qui partent à l'assaut du marché chinois.
- 55 La Chine rurale s'est, au cours de ces vingt dernières années, métamorphosée sous l'effet d'une industrialisation sans précédent. Bien que le développement des EBC présente des caractéristiques propres à l'économie chinoise, il constitue une option possible dans une économie caractérisée par un système de marché incomplet, un cadre légal approximatif, une bureaucratie inefficace et un environnement relativement hostile au développement de l'entrepreneuriat.
- 56 Les EBC sont nées sur la base d'une agriculture arriérée et d'une industrie rurale rudimentaire. L'environnement économique de la Chine d'avant les réformes est caractéristique de la plupart des économies en développement, notamment des économies asiatiques caractérisées par un fort ratio main-d'œuvre/terre et une faible mécanisation dans les zones rurales. Ces entreprises sont le fruit d'une adaptation progressive à un environnement institutionnel mouvant. Elles ont ainsi pu, durant leur développement, corriger leurs erreurs.
- 57 Alors qu'une économie de marché se met en place, les EBC tentent d'obtenir une formalisation des droits de propriété. Cette période d'ajustement à un nouvel environnement institutionnel n'est pas sans difficultés, mais les expériences d'adaptation

antérieures facilitent les choses. Cette expérience constitue une leçon pour la Chine rurale et pour des économies rurales moins développées.

- 58 Le changement qui s'est produit en Chine rurale ne reflète pas le simple passage d'un ordre à un autre, mais traduit plutôt de nouveaux arrangements dans les modes d'interaction des différents ordres. L'économie chinoise traverse une transition, et la Chine rurale est en transformation. Il arrive que la transformation rurale soit en avance sur la transition, comme ce fut le cas à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Il arrive également que la transformation aille de pair avec la transition et aboutisse à un succès florissant, comme ce fut le cas dans la plus grande partie des années 1980. La transformation continue de s'opérer à travers des adaptations, des réarrangements, des permutations et des reconfigurations de l'environnement institutionnel existant et des formes organisationnelles.

NOTES

1. L'auteur remercie Dwight Perkins et Jeffrey Sachs de l'Université de Harvard, Gustav Ranis, T. N. Srinivasan et T. P. Schultz de l'Université de Yale, Thomas Rawski de l'Université de Pittsburgh, Gary Jefferson de l'Université de Brandeis, ainsi que les membres du comité de lecture pour leurs précieux commentaires et suggestions. Cette étude a bénéficié du soutien de la Fondation nationale des sciences de Chine (#70203008), du ministère de l'Éducation (#02JAZJD790022) et de l'Institut Harvard-Yenching. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne représentent pas celles des organisations susmentionnées.
2. Dans les statistiques chinoises, les entreprises rurales comprennent toutes les entreprises au niveau des cantons et des bourgs ou en dessous, quelle que soit leur structure de propriété. Ces entreprises opèrent non seulement dans le secteur industriel, mais aussi dans les secteurs du bâtiment, des transports, du commerce, de l'alimentation, etc. Bien que le nombre d'entreprises privées soit en hausse, elles sont toujours appelées dans les statistiques chinoises, depuis 1984, « entreprises non agricoles de bourgs et de cantons ». Nous adopterons ici le terme d'« entreprises de bourgs et de cantons » (EBC).
3. Banque mondiale, *The East Asian Miracle*, New York, Oxford University Press, 1993.
4. Weitzman Martin et Xu Chenggang, « Chinese Township Village Enterprises as Vaguely Defined Cooperatives », *Journal of Comparative Economics*, n° 18, 1994, pp. 121-145.
5. Li David, « Ambiguous Property Rights in Transition Economics », *Journal of Comparative Economics*, n° 23, 1994, pp. 1-19.
6. Lin Justin Y., « Rural Reforms and Agricultural Growth in China », *American Economic Review*, vol. 82, n° 1, 1992, pp. 34-51. Lin Justin Y., Fang Cai, Zhou Li, *The China Miracle : Development Strategy and Economic Reform*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1996.
7. North Douglass C., *Institutions, institutional change and economic performance*, Cambridge University Press, 1990.

8. Davis Lance E. et North Douglass C., « Institutional Change and American Economic Growth : A First Step Towards a Theory of Institutional Innovation », *Journal of Economic History*, vol. 30, n° 1, mars 1970, pp. 131-149.
9. Tian Guoqiang, « Property Rights and the Nature of Chinese Collective Enterprises », *Journal of Comparative Economics*, vol. 28, n° 2, 2000, pp. 247-268.
10. Byrd William et Lin Qingsong, *China's Rural Industry : Structure, Development, and Reform*, Oxford University Press, 1990.
11. Byrd et Lin, *op. cit.*
12. Sachs Jeffrey et Woo Wing Thye, « Understanding China's Economic Performance », NBER Working Paper 5935, 1997.
13. Chang Chun et Wang Yijiang, « The Nature of the Township Enterprises », *Journal of Comparative Economics*, n° 19, 1994, pp. 434-452. Che Jiahua et Qian Yingyi, « Insecure Property Rights and Government Ownership of Firms », *Quarterly Journal of Economic*, 1998.
14. Weitzman et Xu, *op. cit.* Putterman Louis, « On the Past and Future of China's Township and Village-owned Enterprises », *World Development*, vol. 25, n° 10, 1997, pp. 1693-1655.
15. Li David, « Ambiguous Property Rights in Transition Economics », *op. cit.* Naughton Barry, « Chinese Institutional Innovation and Privatization from Below », *American Economic Review*, vol. 84, n° 2, 1994, pp. 266-270. Naughton Barry, *Growing out of the Plan : Chinese Economic Reform, 1978-1993*, Cambridge University Press, 1995.
16. Nee Victor, « Changing Mechanisms of Stratification in China », *American Journal of Sociology*, vol. 101, n° 4, 1996, pp. 908-949. Oi Jean, « The Role of Local State in China's Transitional Economy », *The China Quarterly*, n° 144, 1995, pp. 1132-1149.
17. *China Statistical Yearbook*, 1991.
18. Griffin Keith éd., *Institutional Reform and Economic Development in the Chinese Countryside*, New York, M.E.Sharpe, Inc., 1984.
19. Zweig David, *Freeing China's Farmers: Rural Restructuring in the Reform Era*, New York, Londres, M.E. Sharpe, 1997, 365 p.
20. Walder Andrew G., *Zouping in Transition. The process of reform in rural North China*, Cambridge, Massachussets, Londres, Harvard University Press, 1998, 277 p.
21. *China's Agricultural Yearbook*, 1986
22. Luo Xiaopeng, « Ownership and Status Stratification », in William Byrd et Lin Qingsong éd., *China's Rural Industry : Structure, Development, and Reform*, New York, Oxford University Press, 1990.
23. Nee Victor et Young Frank W., « Peasant Entrepreneurs in China's Sector Economy : an Institutional Analysis », Working Papers for Transitions from State Socialism, Cornell University, Ithaca, N.Y. 14853, 1990. Odgaard Ole, « Collective Control of Income Distribution : A Case Study of private Enterprises in Sichuan Province », in J. Delman éd., *Remaking Peasant China*, Aarhus University Press, 1990.
24. Odgaard, « Collective Control of Income Distribution: A Case Study of private Enterprises in Sichuan Province », *op. cit.*
25. *Zhongguo xiangzhen qiye nianjian (Chine TVE Yearbook)*, 1999.7.